

CHAPITRE VI

LA QUESTION D'ARGENT

Il n'est pas inutile de dire quelques mots de l'emploi des capitaux. Si les Français plaçaient leurs économies avec autant de clairvoyance qu'ils mettent de patience et de zèle à les amasser, nous serions probablement la nation la plus riche du monde ; ni les Anglais, ni les Américains ne gagneraient sur nous le prix de l'opulence. Il ne semble pas qu'on attache à cette question assez d'importance. C'est par milliards qu'il faut évaluer le gaspillage de nos fonds. Telle faillite d'un Etat étranger nous coûte plus cher qu'une mauvaise récolte. La Turquie, l'Espagne, le Pérou, sans compter les petits larrons,

ont englouti l'épargne de nos travailleurs, le bénéfice de nos commerçants. L'argent que nous perdons par notre faute en France même n'est pas entièrement perdu pour la France ; la spéculation imprudente n'appauvrit pas toujours la nation. Mais quand nous exportons nos écus au profit d'un sultan banqueroutier ou d'une République livrée à l'anarchie, quand nous aidons à construire des chemins de fer ruineux ou à fouiller des mines imaginaires, nous levons sur notre pays une contribution aussi coûteuse que le tribut payé à un vainqueur. Il y a en France des milliers de laboureurs qui se lèvent avant le jour pour subvenir au luxe du Grand Turc, des milliers d'ouvriers qui manquent de travail parce qu'il a plu à un dictateur de l'Amérique du Sud de spéculer sur notre sottise.

Il est cependant impossible qu'un peuple aussi riche que les Français n'ait pas d'argent à placer au dehors. Il n'est que de bien choisir. Les revenus extérieurs des Anglais forment une notable portion du capital de l'Angleterre, qui s'accroît si vite en dépit de la balance du commerce. Il est de plus en plus évident que la fortune totale d'une nation très civilisée ne

saurait se mesurer à la somme des immeubles et du numéraire qu'elle possède sur son propre territoire ; la propriété mobilière et industrielle devient internationale ; le monde entier est ouvert à l'exploitation des capitalistes intelligents. A toute heure, il y a dans tout l'Univers de bonnes et de mauvaises affaires, de bons et de mauvais placements, qui attendent ou sollicitent les capitaux disponibles sur tous les marchés financiers. Le choix de ces affaires et de ces placements, soit à l'étranger, soit sur le territoire européen et colonial de chaque peuple, est aujourd'hui un des problèmes qui intéressent le plus la prospérité nationale.

Le gouvernement d'une fortune héréditaire ou acquise est pour un esprit cultivé une occupation aussi respectable que les divertissements de la vie parisienne et les intrigues de la vie politique. Les gentilshommes d'autrefois ne dérogeaient point en cultivant leurs terres ; la haute bourgeoisie de nos jours ferait de son loisir un emploi assez utile et assez intelligent si elle s'appliquait à tirer de ce qu'elle possède le meilleur parti possible. Il serait bon, à ce point de vue, que les héritiers des familles opulentes ou simplement

aisées fussent armés, par une connaissance suffisante de la science économique et de la géographie commerciale et financière, contre les artifices des charlatans et la séduction des jeux de Bourse. On croit souvent faire assez pour eux en les engageant à étudier le droit et à prendre leurs grades. Mais en réalité les dangers de la chicane sont moins redoutables que ceux de la spéculation, de l'ignorance en matière de placements et de la confiance excessive. Un homme qui sait placer son argent, sans en croire son notaire, son banquier, son journal, ou le premier venu, est mieux préparé à défendre sa fortune et surtout à l'accroître, que celui qui s'est mis par de longs travaux en état de comprendre jusqu'à un certain point le jargon d'un clerc d'avoué.

Faut-il insister sur la nécessité où nous sommes de savoir ce qui se fait, ce qui se vend et ce qui s'achète dans le monde entier ? La crise que nous traversons tient en grande partie à notre ignorance. Tantôt nous nous laissons évincer par nos rivaux en refusant de travailler au gré de nos clients lointains. Nous prétendons imposer notre goût à des peuples qui ne nous

connaissent pas; nos fabricants dédaignent de s'informer des besoins de tel ou tel marché, s'obstinent à croire que tout l'univers ressemble à leur paroisse. Tantôt nous négligeons de suivre les progrès de nos concurrents, et nous nous étonnons que leur activité l'emporte sur notre paresse d'esprit. L'exportation languit et l'industriel, devenu le plus modeste des hommes, ne demande plus aux dieux que de défendre le territoire national contre les marchandises étrangères. Nous nous flattons maintenant de mieux apprendre la géographie, mais il ne suffit pas de savoir les montagnes et les bassins, les fleuves et les affluents; il faudrait que cette étude fût pour nous autre chose que l'acquisition d'une nomenclature de noms baroques et un exercice de dessin encore plus stérile que les autres et plus ennuyeux.

Les cultivateurs n'échappent pas plus que les fabricants à cette exigence du temps présent. Il ne s'agit plus de faire rendre à un domaine la plus grande somme possible de produits assurés d'un écoulement égal et d'une vente facile, mais de diriger les efforts de l'industrie agricole, comme des autres industries, selon l'état du mar-

ché universel et les besoins du consommateur, qui est désormais le genre humain. Planter des choux n'est plus une besogne qui n'exige aucun effort d'esprit.

Quand un Français qui travaille bonnement avec les outils et la méthode de ses devanciers découvre qu'il ne gagne point d'argent, sa première pensée n'est pas de changer d'outils ou de méthode, mais d'exiger du gouvernement une garantie contre le chômage et la ruine. Il nous est, paraît-il, plus aisé d'inventer des impôts que des machines, et nous sommes prompts à remplacer le progrès par la douane. C'est que, pour lutter contre la concurrence, il faut du capital et du travail, de l'intelligence pratique et du savoir-faire; pour réclamer une protection, il ne faut que savoir parler. De là vient qu'un industriel en détresse se transforme si aisément en agent électoral, voire en candidat, et que les filateurs ont une vocation naturelle pour l'éloquence des réunions publiques. Mais ceux qui demandent trop à l'État ne voient pas que l'État prête l'oreille à d'autres solliciteurs, et que sa toute-puissance incessamment accrue a d'autres courtisans, plus bruyants et plus nombreux. Les théoriciens de

la protection sont les avant-coureurs des socialistes, et le souverain démocratique, provisoirement ignorant, trouvera peut-être plus juste d'assurer l'aisance à tous que la richesse à quelques-uns. Sait-il que c'est là une chimère? On l'invoque comme une seconde Providence : c'est lui donner la tentation d'améliorer l'œuvre de la première.

Vous vous écriez que c'est trop parler d'argent. Mais pourquoi n'en finirions-nous pas avec cette grande hypocrisie séculaire, le mépris de l'argent? De tout temps on a déclamé contre l'amour du lucre, de tout temps on a aimé le lucre. Certes il est des hommes d'élite que le désir de s'enrichir ne rabaisse pas au niveau commun. Mais le plus souvent leur désintéressement n'est que partiel; d'autres passions, qui ont aussi leur égoïsme, règnent dans leur cœur avec une toute-puissance jalouse. Quelques-uns aspirent à la gloire, beaucoup aux honneurs. Encore les artistes se plaisent-ils à recueillir le fruit de leurs travaux; les lauriers leur plaisent d'autant plus qu'ils sont plus dorés; gagner gros, n'est-ce pas constater qu'on est populaire, ou qu'on a mérité le suffrage des connaisseurs?

Quant aux ambitieux, leur désintéressement n'est parfois qu'un calcul habile pour faire fortune d'un seul coup, ou pour goûter toutes les délices de la richesse sans se donner la peine de l'acquérir.

D'ailleurs, ce n'est ni en vue de la gloire, ni en vue des honneurs, qu'il faut élever la jeunesse dans un État démocratique. Ne nous laissons pas duper par les rhéteurs de l'antiquité. Athènes elle-même fut une ville de commerce, et les concitoyens d'Alcibiade faisaient surtout la guerre pour étendre leur empire, c'est-à-dire pour accroître le nombre de leurs tributaires. Jamais les Romains ne séparèrent l'idée de la conquête de l'idée du gain : leurs plus beaux triomphes n'étaient que l'étalage des dépouilles du vaincu, la revue solennelle du butin. En Angleterre, l'aristocratie est assez opulente pour ne songer qu'au pouvoir, et pour ne destiner ses enfants qu'à briller dans la carrière politique. Encore les aînés ont-ils seuls le droit de se montrer désintéressés; nulle part on n'a réservé aux cadets de bonne famille une plus abondante collection d'emplois bien rétribués.

Les savants sont moins que les politiciens ten-

tés de faire fortune, et ne se flattent pas, comme les artistes, de battre monnaie avec leur génie. Cependant quand on veut les louer de façon à les rendre populaires, on vante les services qu'ils rendent à l'humanité; et d'abord à leur pays, soit en combattant des fléaux ruineux, soit en révélant à l'industrie des secrets qui la rendent plus féconde, et qui accroissent la richesse générale. La science a sa valeur par elle-même, et nous ne la ravalons point à un rôle mercenaire, mais elle joint la bienfaisance à la bonté, l'utilité à la grandeur.

Ceux-là surtout peuvent dédaigner l'argent, qui se condamnent par serment à n'amasser des trésors que pour une autre vie, et qui n'ont point d'enfants à pourvoir. Mais la nature reprend ses droits; l'amour de la propriété collective est au moins aussi fort que l'amour de la propriété privée; le vœu de pauvreté n'en défend pas les religieux même sincères; il n'est cupidité que de moine.

Consultez la tradition; interrogez l'opinion des siècles passés; on glorifie le mépris de l'argent; on en fait une vertu cardinale, et l'on estime plus ceux qui envahissent la richesse créée par autrui

que ceux qui la créent eux-mêmes et la multiplient. Le marchand et le laboureur étaient relégués dans les rangs les plus humbles du tiers état, mais le courtisan pourvu d'une charge bien payée, s'enorgueillissait de la noblesse de sa condition, et le prélat opulent faisait prêcher l'Évangile, où le dédain des biens terrestres éclatait à chaque verset. Ce n'était pas déchoir que de gagner, pourvu qu'on ne se livrât à aucun travail utile. C'est que le mépris de l'argent n'était que le masque d'un antique préjugé; c'est qu'on se souvenait toujours du temps où le travail avait quelque chose de servile, où les populations guerrières vouaient au labeur les populations vaincues, où l'impôt était un tribut levé par les forts sur les faibles.

Les philosophes et les romanciers ont bien souvent rêvé une meilleure distribution de la richesse; ils se sont rarement préoccupés des moyens de grossir ce fonds commun où ils prétendaient puiser le bonheur pour tous, comme s'il était plus important de bien partager que de bien produire. Quant aux hommes d'État, ils se sont maintes fois efforcés de développer le commerce et l'industrie; ils ont parfois protégé

l'agriculture, mais ils n'ont point cessé de considérer les professions lucratives comme inférieures aux professions soi-disant désintéressées. Sully fit une belle phrase sur le labourage et le pâturage, digne pendant du mot de son maître sur la poule au pot; ni le grand roi ni son ministre ne pouvaient deviner combien était injuste et nuisible la hiérarchie sociale qu'ils trouvaient établie, et qu'ils laissaient subsister. Il a fallu deux siècles pour que l'on commençât à soupçonner que les hommes qui travaillent sont les égaux de ceux qui lèvent la dîme sur le travail d'autrui.

Certains moralistes ne trouvent pas bon qu'un peuple soit trop riche, et chantent la pauvreté, mère de toutes les vertus. Ils sont proches parents des docteurs chrétiens qui proscrivent la santé comme dangereuse pour la perfection chrétienne. La gueuserie n'exclut pas la mollesse; la vigueur du tempérament national dépend bien plus du climat, de la race, des institutions, des circonstances qui ont modifié les mœurs et l'état social, que du degré d'aisance ou de gêne où vit la majorité de la population. Les Anglais sont-ils moins énergiques que les Italiens? Les

Flamands du moyen âge, les Hollandais du xvi^e siècle, devaient-ils leur courage à la misère? Les Espagnols de la période de décadence n'offrent-ils pas la plus parfaite combinaison de l'inertie et de la pauvreté?

Le véritable homme d'Etat songe à enrichir son pays presque autant qu'à le préserver de tout danger extérieur. On atteint ces deux buts par des méthodes tout opposées. Pour assurer la défense du territoire, le pouvoir agit, lève des hommes et de l'argent, impose des lois sévères, une discipline inflexible. Pour accroître la richesse générale, le pouvoir doit restreindre son action, diminuer les taxes, éviter tout ce qui fait perdre aux sujets leur peine ou leur temps, laisser faire et laisser passer. Dans l'ordre militaire règne le principe d'autorité; dans l'ordre économique, le principe de liberté. Le ministère de la guerre est le ministère de l'autorité; le ministère du commerce est le ministère de la liberté. Un bon ministre de l'agriculture et du commerce devrait être l'adversaire passionné, éloquent, impérieux, de tout ce qui entrave l'activité des citoyens, de tout ce qui les gêne, les appauvrit, les détourne de leur but; admirable rôle pour

qui saurait le comprendre et le soutenir. Ce n'est pas avec des paperasses, des rapports, des cérémonies ennuyeuses et des encouragements insignifiants qu'on atteindra le but, ni en prodiguant l'argent des contribuables dans des travaux publics souvent inutiles et mal choisis, toujours coûteux; c'est par une politique systématique, constante et ferme en ses desseins, qui s'appuie sur la science, qui brave les vieux préjugés et qui rompe avec toutes les routines.

Que la France soit plus riche : quel est celui de nos vœux qui ne pourra s'accomplir bien plus aisément? Vous êtes patriote; vous pensez que l'argent le mieux employé sert à fondre des canons, à bâtir des forteresses, et surtout à former des soldats : nous ne lésinerons pas avec la défense nationale; les casernes seront moins tristes; l'ordinaire sera plus confortable; nous paierons nos sous-officiers de façon à les garder, et nos officiers sans fortune ne connaîtront plus cette misère en uniforme qui vaut bien la misère en habit noir. Si la guerre éclate, nous aurons de quoi la soutenir, et nous pourrions même ne pas compter sur les dépouilles du vaincu pour garantir du pain aux victimes du devoir.

S'agit-il de nos colonies et de nos efforts pour réparer tardivement la grande défaite de nos pères, la grande lâcheté de Louis XV? Vous vous indignez de ce que l'on hésite à poursuivre les entreprises commencées; vous souffrez de voir marchander quelques millions à qui vous gagne un empire : si nous étions plus riches, nous ne serions pas si avarés, et le budget d'aujourd'hui pourrait faire les frais de notre grandeur future.

Et vous, amis de l'humanité, qui trouvez nos hôpitaux étroits, nos mendiants trop nombreux, qui réclamez plus d'asiles pour l'enfance abandonnée, pour la vieillesse sans ressources, ne savez-vous pas ce qui nous manque? Avez-vous parcouru l'Europe, et trouvé çà et là des campagnes florissantes, des villages où éclate l'aisance, où les maisons des paysans reluisent dans une corbeille de verdure et de fleurs? Ce sont des pays riches, et il y a encore en France bien des contrées où la négligence trahit la pauvreté.

Mais ce qui vous touche le plus, ce sont les splendeurs du luxe et des arts. Ici nous luttons victorieusement contre tous nos rivaux, mais nous ne les battons qu'à grâce à leur secours,

et nous brillerions moins si nous n'étions les aubergistes, les fournisseurs et les amuseurs des deux mondes. Succès précaire, que peuvent nous ravir la guerre et les révolutions, même les caprices de la mode, et dont il ne nous resterait que des habitudes et des goûts disproportionnés à nos moyens.

Certes nous ne sommes pas un peuple pauvre, mais nous avons tant de besoins, tant de dettes à payer, tant de travaux à finir, tant de fonctionnaires à entretenir, dont nous ne nous débarrasserons pas en un jour ! Notre budget nous accable ; nous plions sous le fardeau chaque jour plus pesant. Déjà l'industrie se plaint, l'agriculture se lamente ; déjà la concurrence nous fait peur ; l'Europe et l'Amérique nous disputent notre propre marché ; partout nous rencontrons des rivaux plus actifs ou mieux outillés, et les économistes ne parlent que de batailles perdues. Aux maux qui nous menacent, qui nous envahissent, qui donc peut se flatter d'échapper ? Ceux qui vivent de leurs rentes, si leurs rentes sont bien assises, s'ils n'ont pas compté sur des fermages qu'on ne paie plus, sur des usines qui vont fermer, sur des actions dont le dividende

s'amoindrit chaque jour, et disparaîtra tout à l'heure. Même ceux qui vivent d'art, de poésie, et de foi religieuse, apprendront peut-être bientôt que les fleurs qu'ils cultivent ont besoin d'un sol gras et riche, que les chefs-d'œuvre ne se vendent pas quand les amateurs manquent d'argent, que la prospérité des Philistins importe aux amants de l'Idéal, que Dieu même est mal logé quand le Veau d'or est mal servi. Car les temps sont passés où la magnificence des églises contrastait avec l'humilité des chaumières.

Que de phrases on a faites sur le mot de M. Guizot : « Enrichissez-vous ! » Voltaire s'est fait moins de tort en écrivant *La Pucelle* que ce grand ministre en arborant la devise du siècle. Deux ou trois générations de puritains ont étalé à ce propos toutes les délicatesses de leur pudeur honoraire et toute la fierté de leur désintéressement provisoire. Nous n'avons pas été pour cela moins avides de lucre dans la vie privée, où la vérité ne perd pas ses droits. Mais en politique, où le mensonge est à l'aise, nous avons par trop dédaigné les conseils des économistes ; nous avons par trop préféré à la poule aux œufs d'or, l'aigle rapace, le paon superbe et la pie ba-

billarde. Nous avons par nos lois, comme par nos mœurs, maintenu la fausse hiérarchie de l'ancien régime, et honoré les professions stériles aux dépens des professions utiles. Il est temps de remettre les gens à leur place, de glorifier le travail fécond, d'apprendre à la jeunesse que l'aristocratie des arts libéraux n'est plus de notre siècle. Nous avons assez pris pour modèles les Grecs et les Romains ; essayons d'étudier les Anglais et les Américains. Nous avons assez médité sur les ruines de l'antiquité classique : ouvrons enfin les yeux à la lumière du monde moderne. Élevons nos fils pour l'avenir, pour une société affranchie des préjugés de caste. Peut-être découvrirons-nous que l'intelligence n'a rien à y perdre, que tout changement de programme n'est pas une décadence, et qu'on peut, sans être un barbare, contester la vieille devise : « Hors de Rome point de salut ! »

CHAPITRE VII

LE GREC

J'essaierai de prouver que les langues anciennes doivent être rayées du programme de l'enseignement secondaire. Mais je sais combien cette thèse heurte les préjugés, les opinions, et ce qui est plus grave, les sentiments de la plupart des lecteurs, et je les prie de suspendre leur indignation jusqu'à ce qu'ils aient vu comment je remplace ce que j'abolis. Détruire est odieux, à moins qu'on ne reconstruise. Prenez donc patience et attendez que j'aie tout dit. Car mon dessein n'est point d'abaisser les études, sous prétexte d'utilité, ni de mettre l'instruction professionnelle à la place de la culture des esprits, ni